

SYNTHESE 2022

Pour la première fois, la Collectivité européenne d'Alsace présente à la délibération du Conseil d'Alsace un compte financier unique (CFU) pour l'exercice 2022. Dès sa création, la Collectivité européenne d'Alsace a souhaité s'inscrire dans un objectif de modernisation des finances publiques, à travers le passage à la nomenclature comptable M57 dès 2021, et à l'expérimentation du CFU qui doit devenir, à partir de janvier 2024, la nouvelle présentation des comptes locaux pour les élus et les citoyens.

Ce CFU se substitue au compte administratif produit par l'ordonnateur et au compte de gestion produit par le comptable. Il a vocation à mieux éclairer les assemblées délibérantes, par la mise en exergue d'informations clés comme le taux d'épargne nette ou la capacité de désendettement, indicateurs de référence pour apprécier la situation financière d'une collectivité. Les données d'exécution budgétaire sont également au cœur de ce CFU, et y sont complétées d'une vision patrimoniale (biens immobilisés, créances, dettes).

Le CFU 2022 traduit l'engagement fort de la Collectivité européenne d'Alsace en faveur :

- De la déclinaison opérationnelle de ses 8 priorités politiques pour un montant réalisé de 1 476,4 M€ au CA 2022 (1 212,2 M€ en fonctionnement et 264,2 M€ en investissement), en augmentation de +55,9 M€ par rapport au CA 2021, dont +43,9 M€ en fonctionnement et +11,9 M€ en investissement.

	CA 2021	BP 2022	CA 2022	CA 2022 vs CA 2021	Taux d'exécution CA 2022/BP 2022
Accompagner les publics fragiles	445,4	474,0	475,1	29,8	100,2%
Retour à l'emploi et à l'activité des bénéficiaires du RSA	312,9	338,5	304,8	-8,2	90,0%
Protéger l'enfance	239,6	253,7	261,2	21,6	102,9%
Développer les mobilités	144,3	158,4	145,4	1,1	91,8%
Accompagner nos partenaires et les territoires	121,0	187,3	123,4	2,4	65,9%
Investir dans la jeunesse	93,1	118,8	99,7	6,6	83,9%
S'engager en faveur de la transition énergétique	36,0	47,5	36,5	0,5	76,8%
Faire rayonner la culture alsacienne	28,2	36,1	30,2	2,0	83,8%
Total général	1 420,5	1 614,5	1 476,4	55,9	91,4%

- Après analyse du compte administratif, il ressort les éléments suivants :
 - o Les solidarités en augmentation de +39,3 M€ entre 2021 et 2022 avec 1 029,9 M€ consacrés à l'autonomie, à l'insertion, à l'enfance, à l'action sociale de proximité et à la santé PMI, sous l'effet de la mise en œuvre des mesures nationales (Segur de la santé, avenant 43, loi Taquet, ...).
 - o De la volonté d'investir pour l'avenir de la collectivité avec 400,7 M€ consacrés à l'investissement, dont 277,3 M€ au titre des dépenses d'investissement (hors emprunt), soit une exécution de 67,7% par rapport au BP 2022, en hausse de +10,8 M€. Rappelons qu'en 2021, la moyenne

des dépenses d'investissement (hors emprunt) réalisées par les départements est de 120 M€.

- La Collectivité européenne d'Alsace est par ailleurs un partenaire privilégié des communes et des EPCI, avec une contractualisation de 40 M€ en 2022, et du monde associatif avec 67,6 M€ consacrés aux opérateurs œuvrant dans les secteurs de la culture, du tourisme, de l'attractivité, du sport et de la vie associative, de l'environnement, de l'insertion, du bilinguisme, ... (+5,6 M€ par rapport au CA 2021).

La Collectivité européenne d'Alsace dispose d'une situation financière saine et solide, saluée par l'agence de notation financière Moody's, grâce aux efforts de gestion engagés dès sa création :

- Les dépenses de fonctionnement demeurent maîtrisées à hauteur de 1 549,2 M€, bien qu'en augmentation par rapport à 2021 de +55,5 M€, soit +3,7% par rapport au CA 2021, et en dessous de l'inflation 2022 (5,2 %).
- Les recettes de fonctionnement sont en très légère augmentation de +19,1 M€ entre 2022 et 2021 pour un montant total de 1 889,6 M€, soit +1% par rapport au CA 2022. Il s'agit d'un ralentissement de la dynamique des recettes puisqu'elles avaient progressé de +228,9 M€ entre 2020 et 2021 dans le prolongement de la reprise de l'activité économique post-COVID et des ventes immobilières (+115,4 M€ au titre des produits issus des DMTO).
- Sous l'effet conjugué de la légère hausse des recettes et des dépenses de fonctionnement qui restent contenues en-deçà de l'inflation, la capacité d'épargne brute de la Collectivité européenne d'Alsace s'établit en 2022 à 340,3 M€ contre 376,7 M€ en 2021. Bien que l'épargne brute soit en léger recul entre les deux exercices (-36,4 M€), cela permet de sécuriser la capacité de la collectivité à garantir un haut niveau d'investissement sur notre territoire en 2023.
- Le stock de dette est également en diminution au 31 décembre 2022 passant de 690,4 M€ à 601,3 M€ entre les deux exercices puisque la Collectivité européenne d'Alsace n'a pas eu recours à l'emprunt en 2022, à l'instar de 2021.

Ainsi l'exercice 2022 a permis de faire montre de la capacité d'action de la Collectivité européenne d'Alsace en conformité à son ambition d'être une collectivité d'investissement, de solidarités, de cohésion et de proximité.

I. SYNTHESE DE L'EXECUTION 2022
A. Taux global d'exécution

	CA 2021	BP 2022	CA 2022	CA 2022 vs BP 2022	CA 2022 vs CA 2021	Taux de réalisation CA 2022 vs BP 2022	% CA 2022 vs CA 2021
Fonctionnement (en M€)							
Recettes	1 870,3	1 748,7	1 889,6	140,7	19,3	108,1%	1,0%
Dépenses	1 493,6	1 587,4	1 549,2	-38,3	55,6	97,6%	3,7%
Investissement(en M€)							
Recettes (hors excédents capitalisés)	72,2	229,5	78,7	-150,8	6,5	34,3%	9,0%
Dépenses	369,2	594,1	400,7	-193,4	31,5	67,4%	8,5%
<i>Dont dépenses directes d'équipement (20/21/23)</i>	187,2	246,1	191,9	-54,2	4,7	78,0%	2,5%
<i>Dont dépenses indirectes d'équipement (204)</i>	76,3	158,0	82,5	-75,5	6,2	52,2%	8,2%
<i>Dont dépenses pour compte de tiers (45)</i>	3,0	5,5	2,9	-2,6	-0,1	52,8%	-3,4%

B. La structuration du résultat

Le résultat cumulé de l'exercice 2022 est de 261,9 M€ (contre 243,6 M€ au CA 2021), soit +18,3 M€. Il s'agit du résultat qui sera affecté en DM n°1 pour 2023.

Cette amélioration du résultat de +18,3 M€ entre les deux exercices est cependant à relativiser au regard de la diminution du fonds de roulement (-61,3 M€) de la collectivité.

	CA 2021	CA 2022	CA 2021 vs CA 2022	% CA 2021 vs CA 2022
Fonctionnement (en M€)				
Recettes	1 870,3	1 889,6	19,3	1,0%
Dépenses	1 493,6	1 549,2	55,6	3,7%
Résultat fonctionnement	376,7	340,3	-36,3	-9,6%
Investissement (en M€)				
Recettes (hors excédents capitalisés)	72,2	78,7	6,5	9,0%
Dépenses	369,2	400,7	31,5	8,5%
Résultat investissement (en M€)	-297,0	-322,0	-25,0	8,4%
Résultat global (en M€)	79,7	18,4	-61,3	-76,9%

Ce résultat se structure ainsi :

- **1 889,6 M€ de recettes réelles de fonctionnement en augmentation de +19,3 M€ par rapport 2021** dans le prolongement de la dynamique de fraction TVA nationale (+31,8 M€) et de la diminution des produits issus des DMTO (-15,6 M€) quoique restants à un niveau très élevé (327 M€) ;

- **1 549,2 M€ de dépenses réelles de fonctionnement en augmentation de +55,6 M€** en raison principalement des hausses concernant l'autonomie (+28,6 M€), l'enfance (+20,3 M€) et la masse salariale (+13,1 M€).

Soit une épargne brute de 340,3 M€ en 2022 (contre 376,7 M€ en 2021). Elle est donc en diminution de -36,4 M€ entre les deux exercices.

- **78,7 M€ de recettes réelles d'investissement (hors excédents capitalisés) en augmentation de +6,5 M€** par rapport à 2021
- **400,7 M€ de dépenses réelles d'investissement en augmentation de +31,5 M€** par rapport à 2021.

– **Soit un résultat d'investissement de -322 M€ (contre -297 M€ en 2021)** en diminution de -25 M€.

Au final, hors reprise des excédents N-1, et en l'absence d'une mobilisation d'emprunt en 2022, **le résultat 2022 est en diminution de -61,3 M€ entre les 2 exercices.**

II. LA PRESERVATION DE NOS EQUILIBRES FINANCIERS

A. Les recettes de fonctionnement

Le CFU de l'exercice 2022 affiche un volume global de recettes réelles de fonctionnement de 1 889,6 M€, en augmentation de +19,3 M€ (+ 1 %) par rapport à l'exercice précédent (1 870,3 M€). Cette augmentation s'explique principalement par la dynamique de fraction TVA nationale (+31,8 M€) et la diminution des produits issus des DMTO (-15,6 M€) quoique restants à un niveau élevé (327 M€).

	CA 2021	BP 2022	CA 2022	CA 2021 vs CA 2022	% CA 2022 vs CA 2021	Taux de réalisation CA 2022 vs BP 2022
Recettes réelles de fonctionnement (en M€)	1 870,3	1 748,7	1 889,6	19,3	1,0%	108,1%
Recettes financières et fiscales (73 et 731)	1 319,5	1 210,2	1 322,0	2,5	0,2%	109,2%
Dotations et participations de l'Etat (74)	239,7	237,9	236,9	-2,8	-1,2%	99,6%
Recettes d'exploitation (013, 016, 017, 70 et 74-78)	311,1	300,6	330,6	19,5	6,3%	110,0%

Les recettes financières et fiscales ont été réalisées à hauteur de 1 322,0 M€, soit en légère augmentation par rapport à 2021 (+2,5 M€). Elles se composent principalement des recettes suivantes :

1. Les recettes fiscales

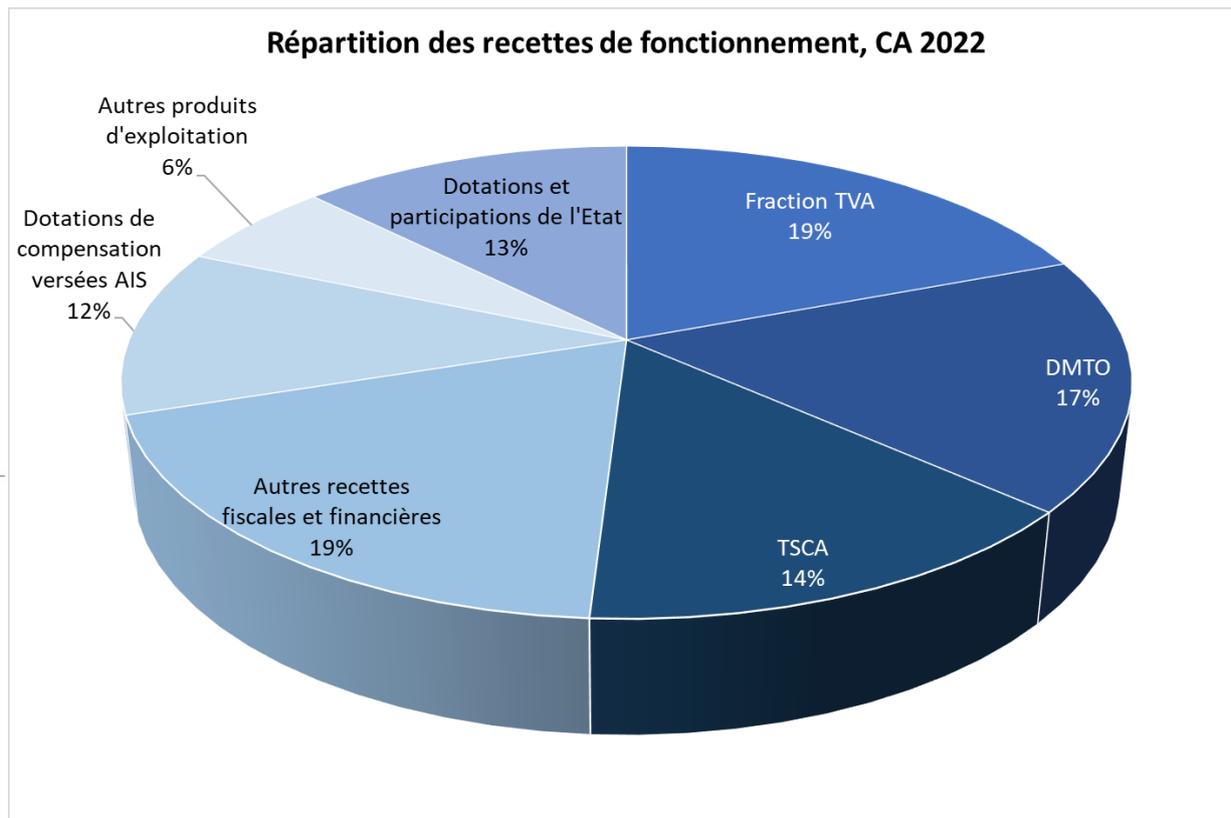
	CA 2021	BP 2022	CA 2022	CA 2021 vs CA 2022	% CA 2022 vs CA 2021	Taux de réalisation CA 2022 vs BP 2022
Recettes fiscales et financières (en M€)	1 319,5	1 210,2	1 322,0	2,5	0,2%	109,2%
<i>dont Fraction TVA (7351)</i>	332,0	360,5	363,8	31,8	9,6%	100,9%
<i>dont DMTO (73121-22)</i>	342,8	258,0	327,1	-15,7	-4,6%	126,8%
<i>dont TSCA (73171)</i>	287,6	269,0	272,3	-15,3	-5,3%	101,2%
<i>dont CVAE (73112)</i>	130,7	122,5	125,2	-5,5	-4,2%	102,3%
<i>dont Attribution compensation CVAE (73214)</i>	57,8	56,5	56,5	-1,3	-2,2%	100,0%
<i>dont FNGIR (73221)</i>	43,7	43,7	43,7	0,0	0,0%	100,0%
<i>dont TICPE (73142)</i>	32,2	24,8	32,9	0,7	2,2%	133,0%
<i>dont Taxe sur la consommation finale d'électricité (73141)</i>	20,0	18,3	27,6	7,6	38,0%	150,7%
<i>dont Taxe d'aménagement (73131)</i>	17,6	15,0	16,0	-1,6	-9,1%	106,8%

2. Les dotations et participations de l'Etat

	CA 2021	BP 2022	CA 2022	CA 2021 vs CA 2022	% CA 2022 vs CA 2021	Taux de réalisation CA 2022 vs BP 2022
Dotations et participations (74)	239,7	237,9	236,9	-2,8	-1,2%	99,6%
<i>dont Dotations forfaitaires départements (7412)</i>	170,3	169,6	169,8	-0,5	-0,3%	100,1%
<i>dont DCRTP (748312)</i>	50,1	50,1	50,1	0,0	0,0%	100,0%
<i>dont DGD</i>	11,5	10,4	8,5	-3,0	-26,1%	81,7%
<i>dont FCTVA</i>	1,4	1,5	1,3	-0,1	-7,1%	86,4%

3. Les recettes d'exploitation

	CA 2021	BP 2022	CA 2022	CA 2021 vs CA 2022	% CA 2022 vs CA 2021	Taux de réalisation CA 2022 vs BP 2022
Produits d'exploitations (en M€)	311,1	300,6	330,6	19,5	6,3%	110,0%
Atténuations de charges (013)	10,1	8,8	7,8	-2,4	-23,6%	88,2%
Dotations de compensation versées AIS	208,0	202,4	215,9	7,8	3,8%	106,6%
<i>dont APA (016)</i>	<i>67,8</i>	<i>61,8</i>	<i>65,3</i>	<i>-2,5</i>	<i>-3,6%</i>	<i>105,8%</i>
<i>dont RSA / Régularisations de RMI (017)</i>	<i>123,1</i>	<i>122,7</i>	<i>127,4</i>	<i>4,3</i>	<i>3,5%</i>	<i>103,8%</i>
<i>dont PCH</i>	<i>17,1</i>	<i>17,9</i>	<i>23,1</i>	<i>6,0</i>	<i>34,9%</i>	<i>128,9%</i>
Produits des services, du domaine et ventes diverses (70)	13,0	11,0	12,5	-0,4	-3,3%	113,7%
Autres produits de gestion courante (75)	51,3	43,5	45,8	-5,4	-10,6%	105,3%
Autres recettes	28,7	34,9	48,6	20,0	69,7%	139,3%



B. Les dépenses de fonctionnement

Les dépenses de fonctionnement se sont élevées à 1 549,2 M€ en 2022, en hausse de +55,6 M€ par rapport à 2021, soit +3,7%, alors que le niveau d'inflation s'est stabilisé en 2022 à 5,2%. Ainsi les dépenses de fonctionnement ont en réalité été maintenues à un niveau inférieur à l'inflation.

Ce sont les dépenses de solidarités (hors RSA) qui ont connu la plus forte hausse entre les deux exercices, +49,1 M€, soit +7,5%, sous l'effet des mesures réglementaires nationales et locales (extension du Segur de la santé à la filière socio-professionnelle, loi Taquet, avenant 43, ...).

	CA 2021	BP 2022	CA 2022	CA 2021 vs CA 2022	% CA 2021 vs CA 2022	Taux de réalisation CA 2022 vs BP 2022
Dépenses réelles de fonctionnement (en M€)	1 493,6	1 587,4	1 549,2	55,6	3,7%	97,6%
Accompagner les publics fragiles	440,1	459,8	468,8	28,7	6,5%	102,0%
Administration générale	325,3	353,9	337,0	11,7	3,6%	95,2%

Retour à l'emploi et à l'activité des bénéficiaires du RSA	311,7	334,8	301,9	-9,8	-3,1%	90,2%
Protéger l'enfance	238,8	252,5	259,2	20,4	8,5%	102,7%
Accompagner nos partenaires et les territoires	72,7	75,5	74,9	2,2	3,0%	99,2%
Investir dans la jeunesse	44,7	45,4	45,3	0,6	1,3%	99,8%
Développer les mobilités	28,6	28,7	29,2	0,7	2,4%	101,7%
Faire rayonner la culture alsacienne	19,9	23,7	21,1	1,2	5,9%	89,0%
S'engager en faveur de la transition énergétique	11,8	13,1	11,8	0,0	0,1%	90,1%

1. Les dépenses de fonctionnement afférentes à nos priorités politiques

• Des dépenses de solidarités en forte augmentation

Les dépenses de solidarités progressent de +39,3 M€ entre le CA 2021 et le CA 2022, soit +4%. Les progressions les plus importantes portent sur la protection de l'enfance avec +20,3 M€, soit +8,6%, et les personnes en situation de handicap avec +20,3 M€, soit +8%. A l'inverse, les allocations RSA sont en nette diminution de -16,4 M€, soit -6,1%.

Elles se ventilent ainsi :

	CA 2021	BP 2022	CA 2022	CA 2022 vs CA 2021	% CA 2022 vs CA 2021	Taux de réalisation CA 2022 vs BP 2022
Les solidarités (en M€)	990,6	1 047,1	1 029,9	39,3	4,0%	98,4%
Autonomie	439,4	458,5	468,0	28,6	6,5%	102,1%
Personnes handicapées	253,9	254,9	274,2	20,3	8,0%	107,5%
<i>dont Aide sociale hébergement PH</i>	167,7	166,9	179,8	12,2	7,3%	107,7%
<i>dont PCH-ACTP</i>	71,4	73,8	78,7	7,3	10,2%	106,7%
<i>dont Transport scolaire</i>	7,7	9,3	10,9	3,2	41,5%	118,2%
Personnes âgées	185,5	203,6	193,8	8,3	4,5%	95,2%
<i>dont APA domicile</i>	78,8	87,2	80,4	1,6	2,1%	92,3%
<i>dont APA établissement</i>	73,1	75,5	75,3	2,2	3,0%	99,8%
<i>dont Aide sociale hébergement PA</i>	32,3	33,3	32,3	0,0	0,0%	97,0%
Insertion, logement et emploi	293,9	317,5	285,6	-8,3	-2,8%	90,0%
<i>dont Allocations RSA</i>	266,8	279,9	250,4	-16,4	-6,1%	89,5%
<i>dont Parcours insertion log emploi</i>	24,7	31,0	29,0	4,3	17,6%	93,6%
Aide Sociale à l'Enfance	234,6	248,1	254,9	20,3	8,6%	102,7%
<i>dont Etab accueil et hébt ASE</i>	142,0	149,9	155,8	13,8	9,7%	103,9%
<i>dont Accueil familial enfants</i>	38,0	39,3	39,5	1,5	4,0%	100,5%
<i>dont Actions éduc et interv dom</i>	15,6	17,8	18,1	2,5	15,9%	102,0%

<i>dont Mineurs non accompagnés</i>	16,3	15,4	15,9	-0,4	-2,3%	103,0%
Action sociale de proximité	17,8	17,4	16,3	-1,4	-8,0%	94,1%
Protection mat et infantile	4,2	4,4	4,3	0,1	3,3%	98,1%
Santé publique	0,7	1,3	0,8	0,1	15,0%	61,8%

- **L'accompagnement de nos partenaires et des territoires**

	CA 2021	BP 2022	CA 2022	CA 2022 vs CA 2021	% CA 2022 vs CA 2021	Taux de réalisation CA 2022 vs BP 2022
Accompagner nos partenaires et les territoires (en M€)	72,7	75,5	74,9	2,2	3,0%	99,2%
Sécurité civile	56,3	57,7	57,7	1,4	2,5%	100,0%
Attractivité territoires	16,4	17,7	17,1	0,7	4,4%	96,7%
<i>dont Ingénierie territoriale</i>	5,9	5,8	6,3	0,4	7,1%	108,8%
<i>dont Soutien dév touristique</i>	5,1	6,1	5,8	0,6	12,2%	94,8%
<i>dont Soutien à l'économie</i>	3,3	3,8	3,2	0,0	-0,8%	85,6%
<i>dont Aménagement de la montagne</i>	1,5	1,4	1,4	-0,2	-11,5%	97,1%

- **La jeunesse et les mobilités**

	CA 2021	BP 2022	CA 2022	CA 2022 vs CA 2021	% CA 2022 vs CA 2021	Taux de réalisation CA 2022 vs BP 2022
La jeunesse et les mobilités (en M€)	73,3	74,1	74,6	1,2	1,7%	99,7%
Infrastructures routières	28,6	28,7	29,2	0,7	2,4%	101,7%
<i>dont Entretien courant des routes</i>	14,7	15,8	16,0	1,3	9,0%	101,3%
<i>dont Viabilité hivernale</i>	7,5	6,3	6,6	-0,9	-12,6%	104,8%
Education	39,1	38,8	39,0	-0,1	-0,3%	100,5%
Collèges publics	30,2	29,8	30,1	-0,1	-0,4%	101,0%
Collèges privés	8,9	9,0	8,9	0,0	0,1%	98,9%
Sport et Jeunesse	5,6	6,7	6,3	0,7	12,1%	95,0%
Sport et vie associative	3,4	4,2	3,8	0,4	11,9%	88,7%
Jeunesse	2,3	2,4	2,6	0,3	12,4%	105,8%

- **La culture, le bilinguisme et le transfrontalier**

	CA 2021	BP 2022	CA 2022	CA 2022 vs CA 2021	% CA 2022 vs CA 2021	Taux de réalisation CA 2022 vs BP 2022
Faire rayonner la culture alsacienne (en M€)	19,9	23,7	21,1	1,2	5,9%	89,2%
Culture et patrimoine	14,6	15,9	15,1	0,5	3,5%	95,2%
Bilinguisme	3,0	3,3	3,0	0,0	-1,1%	92,5%
Attract Europ Transfront Univ	2,3	4,5	3,0	0,7	30,9%	65,9%

- **L'habitat et l'environnement**

	CA 2021	BP 2022	CA 2022	CA 2022 vs CA 2021	% CA 2022 vs CA 2021	Taux de réalisation CA 2022 vs BP 2022
La transition énergétique (en M€)	11,8	13,1	11,8	0,0	0,1%	89,8%
Environnement	7,8	8,9	8,1	0,3	3,6%	91,5%
Habitat	3,9	4,3	3,7	-0,3	-6,8%	86,2%

2. Les frais d'administration générale

Concernant l'administration générale, les dépenses de fonctionnement se répartissent principalement à hauteur de :

- 257,0 M€ pour les ressources humaines en hausse de +13,9 M€ par rapport au CA 2021 dont 249,4 M€ au titre de la paie et 4,4 M€ au titre de prestations telles que les frais de déplacement, la participation aux organismes de formation, aux CNAS, Cette importante progression touche principalement des dépenses de paie en raison de nombreuses mesures, soit nationales, soit locales, favorables aux agents : la revalorisation du point indiciaire de la fonction publique (3,5 M€), la mise en œuvre du SEGUR (2,6 M€), l'effet du Glissement Vieillesse Technicité (3,0 M€), la révision fin 2021 du référentiel métier et du régime indemnitaire associé ainsi que la convergence des critères de versement de la Nouvelle bonification indiciaire (2,9 M€), le versement d'un Complément Indemnitaire Annuel exceptionnel au vu du taux d'inflation très important (1,2 M€), la mise en place de l'indemnité télétravail (0,4 M€). Ces dépenses de paie ont également été impactées par les recrutements sur les postes vacants transférés par la DIREST (0,8 M€).
- 36,1 M€ pour les finances qui se ventilent principalement entre :
 - o 18,8 M€ au titre des fonds de péréquation DMTO perçus par les départementaux (17,9 M€) et de la CVAE (0,8 M€) ;

- 10,5 M€ au titre des charges d'intérêts de la dette.
- 17,9 M€ sur le périmètre des bâtiments départementaux au titre des fluides (4,2 M€), des locations foncières, immobilières et taxes foncières (3,6 M€), des prestations de nettoyage des locaux (3,0 M€), de la maintenance des bâtiments et l'entretien des espaces verts (2,3 M€), ... ;
- 11,9 M€ pour les moyens généraux dont 5,5 M€ au titre des frais de participation à la restauration des agents et 2,0 M€ pour la flotte de véhicule ;
- 6,1 M€ pour les frais de télécommunication, maintenance des copieurs, les contrats de prestations de services des systèmes d'information.

C. L'épargne brute

En 2022, l'épargne brute générée est de 340,3 M€ en diminution de -36,3 M€ entre 2021 et 2022. Cela s'explique principalement par la hausse des dépenses de fonctionnement entre les deux exercices (+55,6 M€), et une hausse des recettes de fonctionnement (+19,3 M€).

L'épargne nette, en diminution de -27,8 M€, se situe à 251,2 M€ en 2022, contre 279,1 M€ en 2021.

	CA 2021 (en M€)	CA 2022 (en M€)	CA 2021 vs CA 2022 (en M€)	CA 2021 vs CA 2022 (en %)
Recettes réelles de fonctionnement	1 870,3	1 889,6	19,3	1,0%
Dépenses réelles de fonctionnement	1 493,6	1 549,2	55,6	3,7%
Epargne brute	376,7	340,3	-36,3	-9,6%
Taux d'épargne brute	20,1%	18,0%		-10,6%
Remboursement en capital de la dette	97,6	89,1	-8,5	-8,7%
Epargne nette	279,1	251,2	-27,8	-10,0%
Taux d'épargne nette	14,9%	13,3%		-10,9%

Le taux d'épargne brute (rapport de l'épargne brute et des recettes réelles de fonctionnement), qui traduit la capacité de la collectivité à investir avant remboursement du capital de la dette, est également en diminution entre 2021 et 2022, passant de 20,1% en 2021 à 18,0% en 2022.

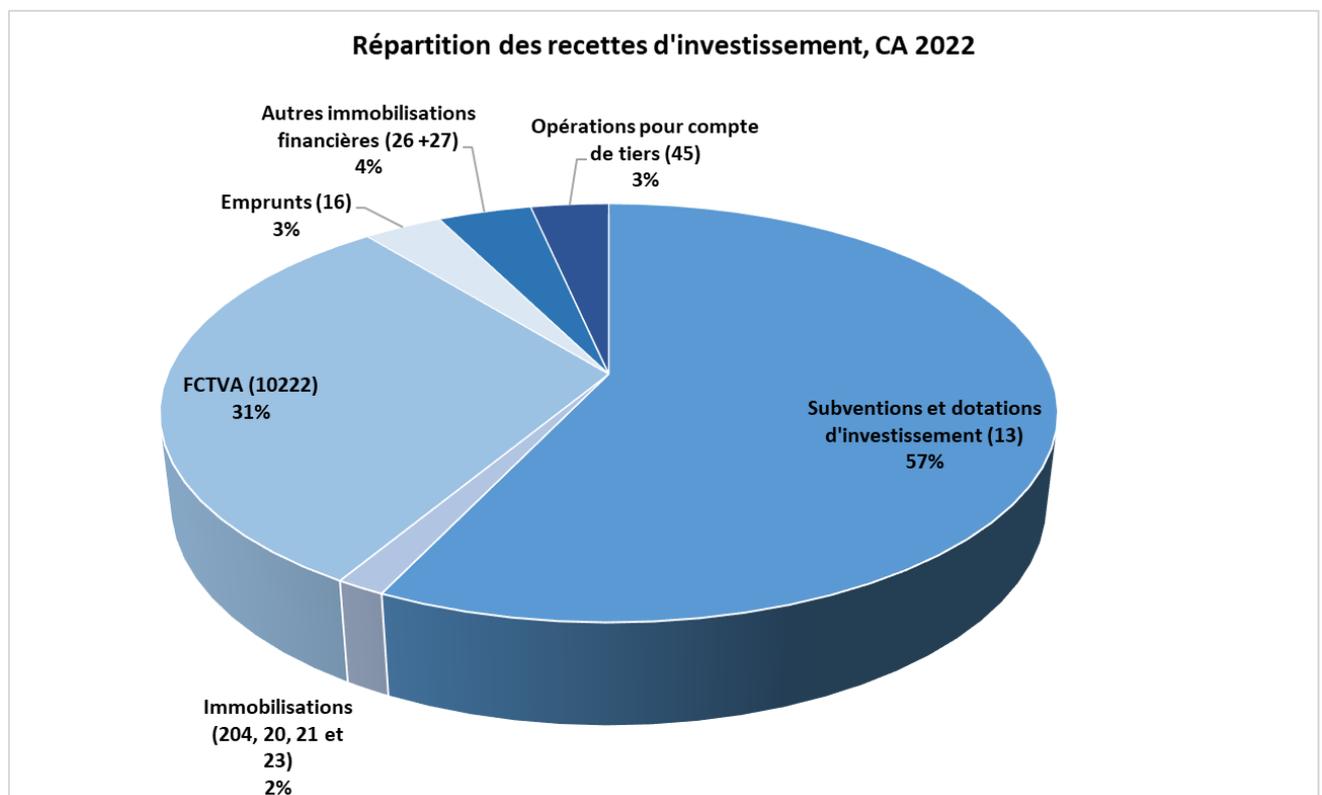
D. Les recettes d'investissement

Les recettes réelles d'investissement en 2022 s'élèvent à 78,7 M€, en augmentation de +6,5 M€ hors report des excédents de fonctionnement capitalisés par rapport à 2021.

Si les recettes indirectes et directes sont plus élevées en 2022 qu'en 2021 (46,1 M€ en 2022 contre 42,2 M€ en 2021), la collectivité n'a pas eu recours à l'emprunt en 2022 à l'instar de 2021.

	CA 2021	BP 2022	CA 2022	CA 2022 vs CA 2021	% CA 2022 vs CA 2021	Taux de réalisation CA 2022 vs BP 2022
Recettes d'investissement	72,2	229,5	78,7	6,5	9,0%	34,3%
Total Recettes d'investissement opérationnelles	64,6	76,2	72,9	8,2	12,7%	95,7%
Subventions et dotations d'investissement (13)	41,0	50,2	44,9	3,9	9,4%	89,4%
Immobilisations (204, 20, 21 et 23)	1,2	1,2	1,2	0,0	3,1%	95,0%
FCTVA (10222)	21,9	23,1	24,1	2,2	10,2%	104,5%
Opérations pour compte de tiers (45)	0,5	1,6	2,6	2,1	385,1%	167,9%
Total Recettes financières	7,5	153,3	5,8	-1,7	-22,6%	3,8%
Autres immobilisations financières (26 +27)	1,8	3,1	3,2	1,3	71,9%	103,3%
Emprunts (16) dont	5,7	150,3	2,7	-3,0	-53,2%	1,8%
<i>Emprunt d'équilibre (1641)</i>		72,7				
<i>Lignes de trésorerie (16449)</i>	4,0	25,5	2,7	-1,3	-33,3%	10,5%

Présentation de cette décomposition par typologie :



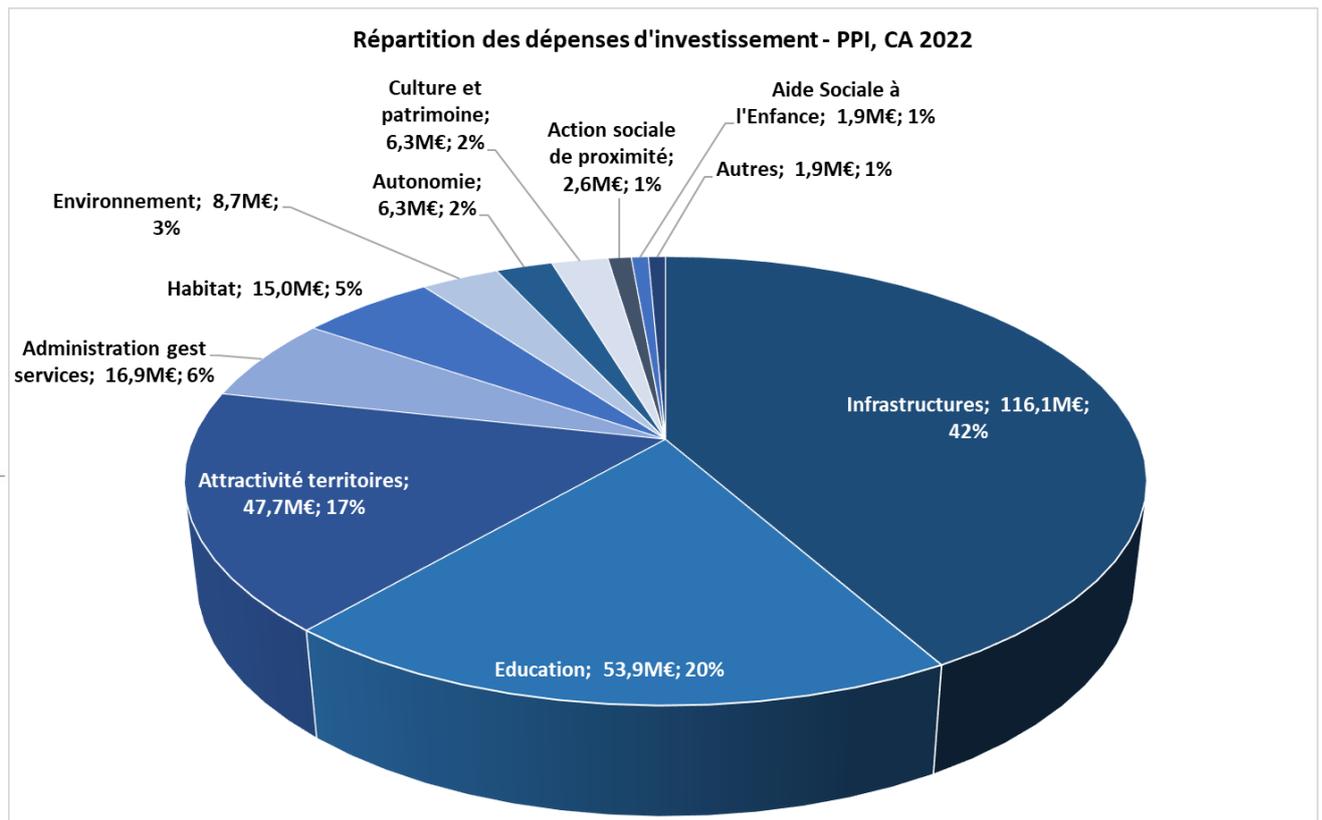
E. Les dépenses d'investissement

En 2022, la Collectivité européenne d'Alsace a consacré un montant de 400,7 M€ à l'investissement, dont 277,3 M€ au titre des dépenses d'investissement hors emprunt et 123,4 M€ aux dépenses financières. Au global, les dépenses d'investissement sont en progression de +31,5 M€ par rapport à 2021, soit +8,5%.

	CA 2021	BP 2022	CA 2022	CA 2021 vs CA 2022	%CA 2021 vs CA 2022	Taux de réalisation CA 2022 vs BP 2022
Dépenses réelles d'investissement (en M€)	369,2	594,1	400,7	31,5	8,5%	67,4%
Total Dépenses d'investissement (hors dépenses financières)	266,4	409,5	277,3	10,8	4,1%	67,7%
Investissements directs (20+21+23)	187,2	246,1	191,9	4,7	2,5%	78,0%
Investissements indirects (204)	76,3	158,0	82,5	6,2	8,2%	52,2%
Opérations pour compte de tiers (45)	3,0	5,5	2,9	-0,1	-3,4%	52,8%
Total Dépenses financières	102,7	184,5	123,4	20,6	20,1%	66,9%
Autres (26+27)	1,1	8,7	3,9	2,8	244,1%	44,7%
Emprunts et dettes assimilées (16) dont	101,6	175,9	119,5	17,9	17,6%	67,9%
<i>Remboursement de la dette (1641+16441)</i>	90,6	90,4	82,1	-8,5	-9,4%	90,8%
<i>Emprunts obligataires, remb. in fine (16311)</i>	7,0		7,0	0,0	0,0%	
<i>Remboursement de l'avance de DMTO (16871)</i>		9,2	27,7	27,7		299,7%
<i>Lignes de trésorerie (16449)</i>	4,0		2,7	-1,3	-32,5%	

Les dépenses d'investissement hors dépenses financières sont en hausse de +10,8 M€ entre 2021 et 2022, preuve de la capacité à investir de la Collectivité européenne d'Alsace.

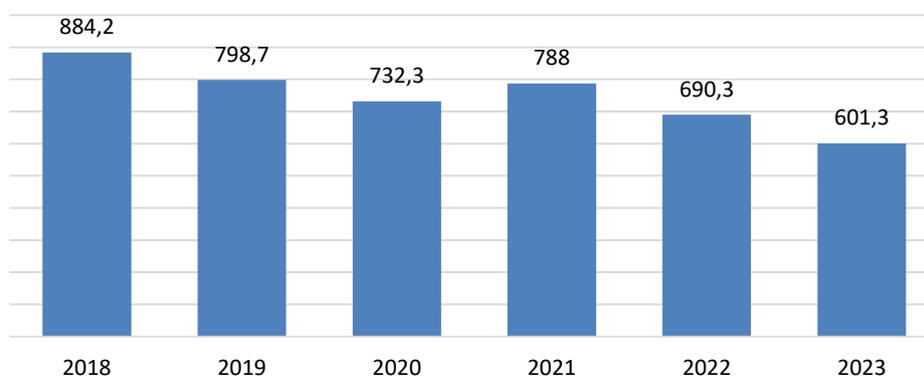
Elles ont été consacrées aux politiques publiques suivantes :



Les dépenses financières se ventilent entre les participations financières pour 3,9 M€ et le remboursement de l'emprunt pour 89,1 M€ en 2022. En 2022, la Collectivité européenne d'Alsace a également procédé au remboursement par anticipation de l'avance des DMTO pour un montant de 27,7 M€.

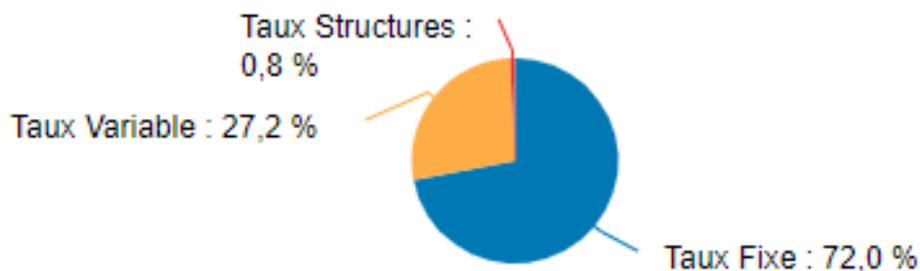
Le stock de dette au 31 décembre 2022 est ainsi en diminution par rapport à 2021 de - 89 M€ passant de 690,3 M€ à 601,3 M€ entre les deux exercices puisque la Collectivité européenne d'Alsace n'a pas eu recours à l'emprunt en 2022.

**Evolution de l'encours de dette depuis 6 ans au 01/01/N
(en M€)**



Par ailleurs, la Collectivité européenne d'Alsace dispose d'une répartition performante de ses expositions à taux fixes et à taux variables, la Collectivité européenne d'Alsace ayant poursuivi ces dernières années une stratégie d'équilibre entre ces deux types d'emprunts, en cohérence avec les niveaux de sa strate.

Dettes par type de risque au 31/12/2022



Avec une épargne brute de 340,3 M€, la capacité de désendettement de la Collectivité européenne d'Alsace est de 1,8 années à fin 2022, soit un niveau égal à celui de 2021.

II. LA DETERMINATION DU RESULTAT, SON AFFECTATION ET LE BILAN DE L'EXECUTION BUDGETAIRE

A. Le résultat de l'exercice et l'affectation du résultat

1. Budget principal

À l'issue de l'exercice budgétaire, les dépenses et les recettes engagées mais n'ayant pas fait l'objet d'un ordonnancement au 31 décembre de l'exercice peuvent être reportées sur l'exercice suivant.

Ainsi, au titre des restes à réaliser de l'exercice 2022, vont être reportés dans le cadre de la DM n°1 pour 2023, 709 760,85 € en dépenses de fonctionnement ;

Les tableaux synthétiques ci-dessous retracent les résultats de l'exercice 2022 avant prise en compte des restes à réaliser :

Section de fonctionnement		Section d'investissement	
Dépenses	1 720 465 856,66 €	Dépenses	432 748 373,40 €
Recettes	1 910 433 677,78 €	Déficit antérieur	66 409 578,51 €
Excédent antérieur	48 311 888,63 €	Recettes (dont 1068)	522 779 397,24 €
TOTAL	238 279 709,75 €	TOTAL	23 621 445,33 €
RESULTAT GLOBAL 2022			261 901 155,08 €

Compte tenu du solde de la section de fonctionnement et d'investissement constaté pour l'exercice 2022, il est proposé d'affecter ce résultat comme suit :

- 23 621 445,33 € à la section d'investissement ;
- 238 279 709,75 € correspondant au solde affecté en excédent de fonctionnement, dont 709 760,85 € affectés au financement des restes à réaliser de la section de fonctionnement repris au BP 2023. Cette affectation à la section de fonctionnement permettra de financer les mesures nouvelles de la DM n°1 pour 2023.